



L'initiative Transaqua à la lumière du constructivisme: réévaluer le sauvetage du lac Tchad en relations internationales¹

par Patience Kamanda Londo & Joseph Mimbale Molanga

Résumé

Cet article propose d'expliquer pourquoi il est essentiel d'analyser l'initiative Transaqua à travers le prisme de l'approche constructiviste des Relations Internationales. En effet, depuis plusieurs décennies, la question du sauvetage du lac Tchad grâce aux eaux du Congo suscite un grand intérêt aussi bien dans l'univers régional africain que dans la scène internationale. Ce sujet fait également l'objet de nombreuses publications scientifiques couvrant des domaines variés.

En Relations Internationales, cette problématique a été principalement explorée à travers les approches théoriques classiques. Cependant, très peu de recherches ont tenté d'analyser cette initiative en suivant les logiques des approches théoriques critiques, telles que le constructivisme. Pourtant, cette approche est pertinente en raison de sa capacité à expliquer de manière multicausale les phénomènes sociaux, de l'importance qu'elle accorde au contexte social, aux arrangements intersubjectifs, à la construction sociale des intérêts nationaux ainsi qu'à la nature constitutive des initiatives et des acteurs.

¹ Cet article prolonge les conclusions établies dans l'article de Joseph Mimbale Molanga (2021) : « The Transaqua Project : Narrative and Constructivist Analysis »

Mots-clés : Transaqua, transfert d'eau interbassin, constructivisme, Lac Tchad, Fleuve Congo, Relations Internationales.

Abstract

This article aims to explain why it is essential to consider the Transaqua initiative through the lens of the constructivist approach in International Relations. Indeed, for several decades, the issue of rescuing Lake Chad with waters from the Congo has garnered significant interest both within the African regional sphere and in international discourse. This topic also forms the basis of numerous scientific publications spanning various fields.

In International Relations, this issue has primarily been explored through classical theoretical approaches. However, very few studies have attempted to analyze this initiative using the frameworks of critical theoretical approaches, such as constructivism. This approach is relevant due to its multicausal explanation of social phenomena, its emphasis on social context, intersubjective arrangements, the social construction of national interests, and the constitutive nature of initiatives and actors.

Keywords: Transaqua, interbasin water transfer, constructivism, Lake Chad, Congo River, International Relations.

Introduction

Lorsqu'on examine en détail la littérature existante sur les mégaprojets de transfert d'eau, tels que Transaqua, il est impossible de ne pas remarquer que la majorité des études sur la politique des grandes infrastructures hydrauliques se concentre sur des cadres théoriques classiques. Ces cadres mettent l'accent sur la centralité de l'État, de l'Occident, du développement urbain voire du modernisme urbain (Ghassemi & White, 2007 ; Liu & Zheng, 2002 ; Moore, 2018 ; Rinaudo & Barraqué, 2015 ; Webber et al., 2017; Zhang et al.,

2015). Trop souvent, les études de cas se focalisent sur des masses fluviales, des bassins transfrontaliers, des bassins partagés, et des ressources en eau communes aux pays en développement (Mirumachi, 2007) Ces approches soulignent principalement les questions liées à la territorialisation du pouvoir étatique, à la légitimation de l'autorité de l'État, à la nationalisation, à la souveraineté, et à d'autres formes de compétence politique (Bakker, 2010 ; Crow-Miller, 2015 ; Obertreis et al., 2016)

Dans le cadre du transfert interbassin vers le lac Tchad, les chercheurs en sciences sociales ont davantage centré leurs analyses sur l'« hydropolitique », comme l'illustre la recherche politico-écologique de Magrin sur le lac Tchad. Selon Magrin (2016) le transfert d'eau interbassin pour reconstituer la disparition mythique du lac est motivé par divers intérêts politiques. En revanche, du point de vue de la sécurité hydrique et de l'intégration régionale, Ifabiyi (2013) estime qu'un transfert d'eau interbassin vers le lac Tchad pourrait offrir des avantages potentiels pour résoudre la menace terroriste dans la région, renforcer la coopération régionale et favoriser le développement des pays enclavés d'Afrique centrale. Il convient de noter que les deux articles mentionnent les deux principaux schémas de transfert d'eau interbassin proposés pour réapprovisionner le lac Tchad (Oubangui et Transaqua), bien qu'aucun d'eux n'ait offert d'explications multicausales complètes sur l'un ou l'autre projet.

Une analyse constructiviste des mégaprojets de transfert d'eau présente l'avantage d'offrir une perspective sur la nature des acteurs (États, groupes, communautés, individus) et sur leurs relations avec des environnements structurels plus larges. Cette approche repose sur l'idée d'une constitution mutuelle, où aucune unité d'analyse – qu'il s'agisse des acteurs ou des structures – n'est réduite à l'autre. Les intérêts des acteurs émergent « de » et sont endogènes « à » leur interaction avec la structure au premier niveau et avec d'autres acteurs au second niveau, sans qu'un élément ne prenne une primauté

analytique sur l'autre (Braspenning, 2002). Ainsi, pour envisager le projet Transaqua et l'avenir des bassins concernés, il est essentiel de prendre en compte quatre niveaux d'analyse :

- La contextualisation des phénomènes sociaux : Sans une contextualisation autour de l'initiative Transaqua, il est impossible de comprendre la position ou l'engagement des différents acteurs.
- Les arrangements intersubjectifs: La réalité n'est pas donnée une fois pour toutes ; elle est intersubjective, c'est-à-dire qu'elle dépend du sens que lui attribuent les acteurs. Ainsi, plus que les rapports de puissance, ce sont les perceptions qui guident le comportement des États. Il est donc impossible de saisir la dynamique des événements autour de Transaqua sans tenir compte du caractère intersubjectif des discours, des rapports, des images et des perceptions. D'où l'importance d'explorer cette grille d'analyse pour bien comprendre comment se développent les contextes dans lesquels évoluent le lac Tchad et les eaux du Congo, et quelles en sont les conséquences sur l'attitude des acteurs et sur la faisabilité de l'initiative Transaqua.
- La construction sociale de l'intérêt national : Transaqua apparaît aujourd'hui comme un projet qui, pour certains, a des allures de « complot international ». Ce terme s'explique par le fait que le projet a atteint une phase très avancée de discussions entre plusieurs États, acteurs économiques et experts internationaux, discussions auxquelles la population et l'État congolais n'ont pas été suffisamment associés. Le narratif de Transaqua, que nous analyserons plus loin, met en avant les bénéfices potentiels pour les États riverains, en termes d'intérêts et de capacités de développement. Cependant, les intérêts étatiques ne peuvent pas être simplement déduits de la répartition stratégique du pouvoir économique ou matériel (Klotz & Lynch, 1999). Il existe également une composante de

pouvoir social qu'il convient de prendre en compte dans l'évaluation des initiatives de grande envergure.

- La nature constitutive des initiatives et des acteurs: Cela nous permet d'analyser le jeu des acteurs, leur rôle, et leurs interactions. Ces acteurs peuvent être des États, des communautés épistémiques, des mouvements sociaux, des réseaux d'ONG, voire les sociétés elles-mêmes.

Dans les sections suivantes, nous aborderons successivement ces quatre niveaux d'analyse.

1. Du contexte social

Il est important de cerner les faits à l'origine du projet Transaqua et de les replacer dans un contexte spécifique afin d'éviter tout prétexte qui pourrait nous conduire à des conclusions hâtives ou simplistes. Ce contexte doit être envisagé sous deux angles : avant et après la vague des indépendances.

1.1. Une idée aux origines coloniales

L'idée d'une mégastructure destinée à canaliser de vastes quantités d'eau depuis la zone tropicale humide du bassin du Congo vers un Sahel assoiffé est ancienne. Les tentatives avortées de grands projets dans le domaine de l'eau marquent l'histoire contemporaine (Magrin, 2016).

A la fin du XIXe siècle, Élie Roudaire envisage la possibilité de restaurer l'écosystème du Sahara en creusant les seuils séparant les sebkhas de la mer, dans le but de recréer des conditions environnementales plus favorables grâce à l'évaporation. Parallèlement, au début des années 1930, Herman Sörgel, dans son ouvrage *Atlantropa*, propose de relier le bassin du Congo à la Méditerranée via des transferts d'eau, facilitant ainsi la navigation et visant à restaurer un niveau comparable à celui du lac Tchad

(Mugelé, 2018) une idée restée au stade des utopies coloniales. Cependant, l'ambition de valoriser et de préserver le lac Tchad n'a pas été abandonnée (Tilouine & Caramel, 2018). Ces visions ont évolué au fil des époques. De région tropicale sèche où le sable efface toute trace d'activité humaine, le Sahel est devenu, à travers les décennies arides des années 1970 et 1980, une « terre qui meurt », symbole d'un environnement menacé et dégradé.

Ainsi, le Sahel présente des précédents historiques qui éclairent la compréhension des mégaprojets contemporains. Ce qui change aujourd'hui, c'est que le contexte actuel semble plus propice à leur réalisation.

En effet, ces projets reflètent, tant dans leur conception que dans leurs ambitions, un contexte sahélien marqué par des caractéristiques particulières. Cela s'applique notamment aux États pauvres, dont la capacité institutionnelle est très limitée et qui dépendent fortement de diverses formes de rentes, parmi lesquelles l'aide au développement occupe une place prépondérante (Magrin, 2013) La croissance démographique sans précédent touche principalement six États qualifiés de sahéliens (Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et Soudan), suscitant des préoccupations malthusiennes au Nord, amplifiées par deux défis majeurs : le terrorisme et les migrations massives. Ces États se caractérisent également par une grande fragilité, aussi bien sur le plan géopolitique que sociétal, notamment en raison d'un contrôle territorial souvent précaire — le bassin du lac Tchad étant particulièrement affecté par la crise déclenchée par Boko Haram depuis 2009.

1.2. Une idée contemporaine du transfert interbassin

L'idée contemporaine du transfert interbassin est née dans le contexte de la sécheresse sahélienne des années 1980. L'argument repose sur le constat que la superficie du lac Tchad s'est progressivement réduite, passant de 25 000 km² dans les années 1960

à 2 500 km² aujourd'hui, en raison du réchauffement climatique et des prélèvements anthropiques pour l'irrigation (Coe & Foley, 2001). Toutefois, des études plus récentes montrent que la réduction du lac n'est ni sans précédent ni inéluctable (Magrin, Lemoalle & Raimond, 2014). Après deux décennies de sécheresse, le lac est revenu depuis le début des années 1990 à un niveau moyen pour le siècle. Quant aux prélèvements anthropiques, ils ne représentent pas un impact significatif sur le bilan hydrique.

Pour remédier à cette « catastrophe écologique et humanitaire », les États membres de la CBLT (Commission du bassin du lac Tchad) envisagent un projet de transfert d'eau. Ce projet consiste à relier les bassins du Congo et du Tchad par un transfert d'eau sur plusieurs milliers de kilomètres, avec barrages et canalisations de cours d'eau, afin de restaurer le niveau du lac Tchad des années 1950-1960. Ce projet, appelé *Transaqua*, a été conçu par le Dr Marcello Vichi de la société d'ingénierie italienne Bonifica. Il propose également la création d'une super zone économique d'échanges et de commerce entre toutes les nations des bassins du fleuve Congo et du lac Tchad, ce qui pourrait concerner un tiers de l'ensemble du continent africain. En plus de produire l'énergie hydroélectrique dont l'Afrique a un besoin urgent, de nouvelles routes seront construites, de nouveaux centres manufacturiers et agricoles verront le jour, des pêcheries se développeront, et la production alimentaire augmentera grâce à 40 000 hectares supplémentaires de terres irriguées (Lawrence 2018).

L'approbation du projet de transfert d'eau interbassin lors de la Conférence internationale pour la sauvegarde du lac Tchad, tenue à Abuja du 26 au 28 février 2018, a marqué une étape importante dans ce processus. Cela a permis aux États membres de la CBLT de prendre la décision finale concernant la toute première étude de faisabilité du projet. Environ 3,6 millions de dollars ont été alloués à cette étude de faisabilité de *Transaqua*.

2. De l'intersubjectivité des rapports

Pour comprendre le fondement du projet Transaqua, il est insuffisant de se limiter à l'étude de son contexte de conception. Les significations, les compréhensions partagées, les idées, les normes et la perception mutuelle des acteurs sont essentielles pour saisir et interpréter la formulation de ce projet ainsi que la légitimation des revendications qui en découlent.

Tout d'abord, l'intersubjectivité suppose l'identification et la construction sociale des intérêts mutuels. C'est pourquoi ce concept constitue le cœur de notre réflexion sur Transaqua. L'intersubjectivité implique la possibilité d'ententes entre acteurs (arrangements intersubjectifs). Les États de la CBLT et ceux de la CICOS, qui avaient des positions divergentes (et non inconciliables) sur la problématique du transfert d'eau interbassin, réajustent progressivement leurs positions.

Fin février 2018, à Abuja, l'Unesco, les représentants de la Libye, du Gabon et de la Centrafrique, ainsi que les dirigeants des pays de la CBLT, ont harmonisé leur perception autour de Transaqua grâce à ce qui a été nommé la « Déclaration d'Abuja ». Cet acte marque une évolution dans leur perception du projet, tout en exprimant une volonté commune en faveur du transfert d'eau interbassin.

Cependant, la RDC demeure le seul acteur majeur à s'opposer au projet Transaqua. Pour le gouvernement congolais, tout transfert des eaux du Congo vers le lac Tchad doit être précédé d'études approfondies. Comme nous l'avons mentionné, dans la grille de lecture constructiviste, l'intersubjectivité joue un rôle crucial, car elle façonne des identités socialement construites. En ce sens, la Conférence internationale pour la sauvegarde du lac Tchad constitue une étape clé pour le projet Transaqua. Elle a permis aux États de la CBLT de prendre des décisions, notamment sur les études de

faisabilité du projet. Environ 3,6 millions de dollars ont été alloués à cette première étude de faisabilité, menée conjointement par PowerChina et Bonifica. Cette initiative ouvre sans doute la voie à des discussions politiques de haut niveau entre les États, en vue de concrétiser l'initiative Transaqua.

Par cet acte, les États confirment que la réalité n'a de sens que par la signification que lui accordent les acteurs. Les rapports intersubjectifs entre acteurs impliqués dans le projet Transaqua illustrent bien la thèse constructiviste susmentionnée, puisqu'ils visent à instaurer non seulement un climat social détendu, mais aussi un environnement propice à un dialogue politique fructueux. Ainsi, plus les acteurs parviennent à satisfaire l'esprit intersubjectif, plus le dialogue a de chances de déboucher sur la réalisation de l'initiative Transaqua. A l'inverse, moins le dialogue atteint ces objectifs, moins il sera perçu comme efficace.

L'importance accordée à l'intersubjectivité attire notre attention sur le contexte social des pays des deux bassins, ainsi que sur le rôle des normes, de la culture et des idées qui en découlent. En effet, l'exhumation du projet Transaqua intrigue autant qu'elle fascine (Gras, 2018). Initialement, il semblait être une initiative unilatérale, marquée par une attitude condescendante qui irritait le Congo et sa population. Certains analystes ont même évoqué des théories complotistes autour de Transaqua (Amani Ntale, 2021 ; Musavuli, 2018) se demandant comment il était possible d'envisager un transfert des eaux du Congo sans l'accord des Congolais eux-mêmes. C'est là que la sagesse Bambara prend tout son sens : « on ne rase pas la tête de quelqu'un en son absence ». La CBLT, consciente de cet enjeu, a veillé à la participation de la RDC à la conférence d'Abuja, se félicitant notamment de la présence de M. Kalwele, qui prit la parole lors de la séance plénière. Ces assises ont permis d'établir des bases politiques pour une reconnaissance mutuelle, mais aussi pour légitimer de nouvelles initiatives en accord avec l'environnement sociopolitique des deux bassins.

Pour mieux appréhender les évolutions de la perception des acteurs sur Transaqua, il est nécessaire de se pencher sur l'arbitrage de l'intersubjectivité. Celle-ci permet d'éviter l'imposition de l'initiative Transaqua ou la prédominance d'une idéologie sur une autre. Il est important de rappeler que nous sommes partis d'une proposition datant des années 1980, qui n'avait guère évolué en raison de préoccupations environnementales, de la géopolitique régionale, de son unilatéralisme et surtout de son coût prohibitif. Si ce projet avait suscité un intérêt considérable à l'époque, il n'avait cependant pas obtenu l'aval des États des deux bassins. Aujourd'hui, il s'agit d'une proposition bien plus constructive, favorisée par l'adhésion de plusieurs acteurs, offrant ainsi de meilleures perspectives de réalisation.

Le discours officiel, comme mentionné précédemment, a souligné que Transaqua présentait des opportunités majeures et visait des objectifs ambitieux. Ce projet promet de résoudre des défis politiques, économiques et régionaux, comme l'insécurité liée à Boko Haram et à l'émigration. Les retombées attendues incluent une augmentation de l'agriculture, de l'industrie, de la pêche, de l'énergie électrique, ainsi que le développement d'infrastructures telles que des routes. L'achèvement de ces projets d'infrastructures devrait créer une renaissance économique en Afrique, avec l'espoir d'éradiquer la pauvreté et la faim pour des centaines de millions de personnes.

Il convient de souligner que l'image qu'un État a de lui-même dépend non seulement de sa propre perception, mais aussi des idées que les autres se font de lui, ainsi que des réactions conformes ou non des autres États. La perception de la RDC vis-à-vis de Transaqua est sans ambiguïté : ses réactions montrent clairement que l'approbation du projet ne peut résulter d'un diktat, mais doit découler d'un consensus social, assorti d'études de faisabilité préalables. D'un point de vue intersubjectif, la disproportion des forces cède la place à des arrangements politiques, permettant aux États des deux bassins de s'accorder sur l'essentiel. Il apparaît donc évident que ce concept

repose sur la nature relationnelle, qui, une fois développée, est mise au service des acteurs. La nature relationnelle intériorisée par les États des deux bassins confirme la thèse constructiviste, selon laquelle il n'existe ni vérité objective ni vérité subjective, mais tout est intersubjectif. En s'appuyant sur ce principe, la volonté des États concernés par le projet Transaqua s'est concrétisée par la commande d'études de faisabilité, menées conjointement par PowerChina et Bonifica, conformément aux exigences congolaises, traduisant ainsi la mise en œuvre d'identités socialement construites.

3. La construction sociale de l'intérêt national

L'attention portée à la construction sociale des phénomènes met en lumière la nature relationnelle des intérêts. Les acteurs définissent qui ils sont et ce qu'ils veulent en fonction de leur contexte social. En ce sens, les arrangements intersubjectifs et la nature constitutive des normes reflètent leurs attentes et leurs préférences. Les États de la CBLT, en acceptant les exigences de la RDC, comme la réalisation préalable d'une étude de faisabilité avant de s'aligner sur le projet Transaqua, placent la RDC au cœur des discussions sur le transfert d'eau interbassin. Inversement, il convient de se demander jusqu'où la CBLT est prête à aller pour satisfaire les attentes de la RDC à ce sujet.

3.1. La RDC en quête de son intérêt national

Considérant que la RDC est un État pivot, détenteur de la plus grande part du bassin du fleuve Congo, il serait plus judicieux pour la CBLT d'en faire, malgré son statut de membre observateur, un partenaire stratégique afin de parvenir à des revendications partagées. Nous constatons par ailleurs que, malgré quelques avancées significatives dans les discussions politiques autour de l'initiative Transaqua, la nature des...

Les relations entre la RDC et les États membres de la CBLT demeurent quelque peu ambiguës. Il est important de rappeler que la RDC n'a pas signé, fin avril 2018, le protocole d'accord sanctionnant la fin du premier sommet sur le Fonds bleu du bassin du Congo à Brazzaville. Cette décision était notamment due à la non-prise en compte des positions de Kinshasa concernant l'eau du bassin du Congo (Tongue, 2018). Espérons que la CBLT tirera des leçons de cette expérience dans le processus de validation de l'initiative Transaqua.

Ces dernières années, l'initiative Transaqua a certes gagné en visibilité comme solution potentielle pour atténuer les préoccupations humanitaires et économiques. Toutefois, il reste indispensable d'examiner en profondeur les structures géopolitiques de pouvoir, les voix des communautés épistémiques ainsi que les perspectives et besoins de toutes les parties prenantes. Il est essentiel de reconnaître ce que représente cette initiative et de comprendre comment ses objectifs peuvent refléter au mieux les intérêts, croyances et opinions des parties impliquées.

L'eau, source de vie mais aussi de tensions entre catégories sociales (Mbutamuntu & Mimbale, 2021) est un enjeu majeur de négociation. Elle suscite des réflexions à tous les niveaux. Lorsqu'elle est associée à des considérations commerciales, les négociations doivent refléter les enjeux et intérêts de toutes les parties et communautés partageant les ressources du bassin. Les dimensions sociales et culturelles sont également essentielles dans ces discussions. Si le projet Transaqua doit être mis en œuvre, les compromis doivent être évalués avec précaution. Les décideurs ne doivent pas se limiter à des critères économiques ou à la rentabilité pour évaluer la faisabilité des infrastructures hydrauliques.

Le projet Transaqua est censé être le plus grand projet hydraulique au monde. Selon certaines estimations, il pourrait irriguer entre 50 000 et 70 000 kilomètres carrés dans le Sahel, un territoire

réparti sur huit pays. Dix pays de la région pourraient en bénéficier, avec la promesse de générer de l'énergie hydroélectrique pour tous. Cependant, comment ce projet pourrait-il débiter alors que la RDC n'a pas encore une compréhension approfondie de l'initiative ? De plus, si elle ne se sent pas suffisamment impliquée dans la construction sociale des intérêts, la mise en œuvre du projet risque d'être compromise.

En RDC, trois quarts de la population n'ont pas accès à l'eau potable (UN News, 2011). Dans de telles conditions, le pays peut-il se permettre de discuter de partage de l'eau sans d'abord résoudre ses problèmes internes de gestion des ressources en eau ? Certains experts estiment par ailleurs que l'initiative Transaqua pourrait compromettre le projet de barrage hydroélectrique Grand Inga, ou Inga 3². En effet, si l'eau du fleuve Congo est détournée, le barrage d'Inga, principale source d'électricité du pays, n'aura plus suffisamment d'eau pour alimenter ses turbines. Cela pourrait entraîner l'abandon du Grand Inga, destiné à fournir de l'électricité à une grande partie du continent.

La stabilité du débit du fleuve Congo, qui est le deuxième plus important du monde après l'Amazone (80 832 m³/s au maximum), est cruciale pour le pays. Or, l'initiative Transaqua risque de perturber ce débit, avec des conséquences directes sur le projet Inga. Les études pour Inga ont été réalisées en tenant compte de la régularité du débit du fleuve Congo et de ses deux affluents principaux, l'Oubangui et le Kasai. Résoudrons-nous un problème dans une partie de l'Afrique en en créant un autre au Congo ? Pour l'heure, la voix et l'opinion de la RDC sur Transaqua semblent encore relativisées, écartées, voire marginalisées. Pourtant, la construction sociale des intérêts devrait contribuer à instaurer une confiance mutuelle, lorsque chaque État

² Ce projet vise à compléter et moderniser les deux centrales vieillissantes, mises en service entre 1972 et 1982, situées aux chutes Inga à 260 km en aval de Kinshasa

fait preuve de bonne foi pour convaincre les autres parties et répondre à leurs attentes.

3.2. Des acteurs aux intérêts convergents

Pour les États sahéliens à l'origine de ces grands projets, ceux-ci représentent l'opportunité de s'affirmer en maîtrisant la nature, tout en attirant d'importants flux financiers, que ce soit sous forme d'investissements productifs ou d'aide au développement. Ils s'appuient aussi bien sur les institutions onusiennes que sur les organisations régionales pour relayer leurs ambitions et renforcer la légitimité internationale de leur action.

La CBLT et des agences spécialisées comme l'Agence panafricaine de la Grande Muraille Verte jouent un rôle crucial de plaidoyer, permettant d'attirer des ressources et de mettre en relation les acteurs capables de soutenir ces projets, qui contribuent souvent à leur propre fonctionnement institutionnel et justifient parfois leur raison d'être. Les bureaux d'études et les entreprises, quant à eux, voient dans ces projets de grandes opportunités économiques. Les grandes ONG et les chercheurs adoptent parfois une logique similaire : des projets d'envergure attirent de grands financements, tandis que les médias relaient les discours officiels, souvent en privilégiant le sensationnalisme ou l'alarmisme.

La constellation des promoteurs de ces grands projets forme ainsi des alliances puissantes, difficilement ébranlées par les rares voix critiques qui soulignent l'insuffisante prise en compte des processus écologiques complexes ou les risques multidimensionnels induits par ces initiatives (Magrin, 2016).

Ces acteurs interagissent dans des espaces spécifiques, les "arènes" de l'environnement mondial et/ou du développement. Bien que le terme "arène" suggère une confrontation de points de vue, ces

lieux sont souvent consensuels, servant à perfectionner la fabrique institutionnelle des mégaprojets.

Ces arènes jouent un rôle central dans la pérennisation des projets, les plaçant à l'agenda politique international et sous les projecteurs médiatiques. Elles confèrent une temporalité propre aux discussions, rendant ces projets plus routiniers. Cependant, les sociétés sahéliennes ne sont guère impliquées dans les décisions politiques sous-tendant ces projets. Dans les États du bassin du lac Tchad, la société civile reste faible, et les chercheurs sont trop peu nombreux pour pouvoir véritablement s'opposer au discours politique dominant.

Cette situation réaffirme, en définitive, la dimension politique des choix opérés par les sociétés dans leur relation à l'environnement à l'époque contemporaine. Il s'agit d'une situation de co-construction impliquant une pluralité d'acteurs, qui ne peut être assujettie à la volonté d'un seul acteur.

4. Acteurs, Agenda et Transaqua

Pour comprendre les dynamiques qui sous-tendent la proposition de transfert d'eau interbassin évoquée dans cette réflexion, il ne suffit pas de se limiter à l'analyse des intérêts des acteurs. Le rôle de ces derniers est crucial pour appréhender et interpréter la création des identités, la formulation et la légitimation des revendications, ainsi que le développement des normes à l'intérieur des États et entre eux. La recherche constructiviste s'intéresse à ce que les acteurs pensent ou cherchent à accomplir, en se basant sur leur compréhension du contexte social et politique.

L'initiative Transaqua fait effectivement appel à une pluralité d'acteurs aux agendas complexes. Il est donc impossible de passer en revue l'intégralité de cet ensemble. Nous nous limiterons aux principaux acteurs mis en lumière par les récents développements

politiques en Afrique, qui ont conduit au lancement officiel du projet Transaqua. Il s'agit notamment d'une collaboration entre la Commission du Bassin du Lac Tchad, Bonifica, PowerChina, l'Italie et la Chine, soutenue par des ONG, dont certaines associées au Mouvement LaRouche. Le rôle d'autres acteurs, tels que la Commission Internationale Congo-Oubangui-Sangha, l'UNESCO et la Banque mondiale – souvent mentionnés dans les débats sur le transfert d'eau interbassin – sera également examiné afin de souligner l'ambiguïté de leur position sur cette question.

4.1. Bonifica et l'Italie

La motivation initiale de Bonifica dans la proposition de Transaqua pourrait être liée à la croyance historique du groupe italien IRI dans l'importance des grands projets d'infrastructure pour relever les défis du développement. En tant qu'entreprise d'État dans les années 1970 et 1980, Bonifica pourrait avoir promu le projet Transaqua dans le cadre de son programme visant à servir les intérêts nationaux et les ambitions expansionnistes de l'Italie dans la région du Sahel à travers un projet d'infrastructure d'envergure.

Antonsich (2009) affirme que l'Italie a conservé des intentions expansionnistes en Afrique jusque dans les années 1960. A ce sujet, (Hess, 1963) évoque plusieurs cartes illustrant les ambitions coloniales secrètes de l'Italie, notamment son objectif d'étendre la Libye vers le bassin du lac Tchad pendant la Première Guerre mondiale. Antonsich cite également une carte de 1943 qui propose un chemin de fer transafricain, destiné à renforcer la présence italienne en Afrique. Ce chemin de fer relierait Tripoli, en Libye, au Cap, ainsi qu'à l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Les tracés de cette proposition et les régions mentionnées dans les documents relatifs aux ambitions coloniales italiennes coïncident avec la proposition Transaqua. Concrètement, l'objectif de Transaqua de faire du canal navigable une partie intégrante d'un système de transport plus large en Afrique correspond aux anciens rêves expansionnistes de l'Italie dans le

Sahel. Durant les phases initiales du projet Transaqua, dans les années 1970 et 1980, tout portait à croire que ce mégaprojet de transfert d'eau reflétait les intérêts nationaux plus larges de l'État italien.

Les déclarations récentes des représentants de Bonifica et des politiciens italiens ont présenté Transaqua comme un moyen de contribuer au développement socio-économique du Sahel et à la sécurité régionale. Un avantage potentiel de cette approche est le contrôle des flux migratoires du Sahel vers l'Italie. Bien que Bonifica ne soit plus une entreprise d'État, ses discours s'alignent sur le récent programme de sécurité de l'Italie concernant la Méditerranée et le Sahel (Italian Ministry of Defence, 2015). Traditionnellement, l'Italie a accordé une importance particulière à la sécurité en Méditerranée. Dans les années 1920, lorsqu'elle formulait ses politiques expansionnistes avant la Seconde Guerre mondiale, elle avait même déclaré la Méditerranée comme étant « *mare nostrum* », ou « notre lac » (Brighi & Petito, 2011). *Mare nostrum* est aujourd'hui le nom des opérations militaires menées par la marine italienne en Méditerranée pour secourir les migrants et lutter contre la traite des êtres humains (Pinelli, 2017).

Dans sa récente stratégie, l'Italie a redéfini son approche de la Méditerranée, en l'étendant au sud jusqu'au Sahel (Italian Ministry of Defence, 2015 ; Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, 2017)). Ces stratégies mettent en lumière le terrorisme et les migrations comme principales menaces à la sécurité de l'Italie. Les rapports indiquent explicitement que le manque de sécurité intérieure dans les pays du Sahel est la principale cause des flux migratoires massifs vers l'Italie. Ils concluent que l'Italie doit accroître sa présence dans la région, collaborer avec les pays du Sahel, et participer activement à des missions humanitaires afin de soutenir leur développement socio-économique et renforcer la

sécurité régionale, permettant ainsi de freiner les flux migratoires du Sahel vers l'Italie.

Le projet Transaqua représente donc une opportunité pour l'Italie d'atteindre ses objectifs en matière de sécurité et de concrétiser sa stratégie méditerranéenne. Cela pourrait être la principale raison du soutien croissant de l'Italie au projet. Bonifica, quant à elle, met en avant une rhétorique qui insiste sur les implications de Transaqua en termes de développement, de sécurité et de migration, démontrant ainsi son adhésion à l'agenda de l'État italien.

4.2. PowerChina et la Chine

Depuis le milieu des années 2010, PowerChina est devenu un acteur clé dans la promotion du concept de transfert d'eau interbassin.

L'examen du profil de l'entreprise et des politiques nationales de la Chine – telles que la « Going Out Strategy » et l'initiative « Belt and Road » – permet de mieux comprendre les motivations de PowerChina et de l'État chinois à s'impliquer dans le projet de transfert d'eau interbassin.

La Chine a lancé sa « Going Out Strategy » en 1999, avec pour objectif d'accroître ses investissements à l'étranger, d'élargir son espace de développement économique national et de promouvoir un développement commun à l'échelle mondiale (China General Office of the State Council, 2006). Depuis le lancement de cette stratégie, la Chine a étendu ses investissements à travers le monde, notamment en Asie et en Afrique, investissant principalement dans des secteurs tels que les infrastructures, l'énergie et les ressources naturelles depuis les années 2000 (OECD, 2018)

En 2013, le président Xi Jinping a renommé la « Going Out Strategy » de la Chine et proposé la construction d'une ceinture économique autour de la Route de la soie – connue sous le nom de «

Belt and Road Initiative » – visant à renforcer la coopération et la connectivité à travers l'Asie centrale, l'Asie occidentale, la Russie, les pays eurasiens, le sous-continent indien et l'Indochine, en se concentrant sur le développement de projets d'infrastructure. La Chine a élargi l'application de la « Belt and Road Initiative » à l'Afrique, comme en témoignent les accords bilatéraux conclus entre la Chine et près de 37 pays africains, ainsi qu'avec l'Union africaine (China Ministry of Foreign Affairs, 2013). Ces deux stratégies visent à faire de la Chine un leader mondial.

En tant qu'entreprise d'État, PowerChina opère avec la vision de contribuer au rayonnement de la « Belt and Road Initiative ». Yan Zhiyong, le président de PowerChina, déclare explicitement que « le lancement de la Belt and Road Initiative fournira sans aucun doute des conditions et des opportunités plus avantageuses pour PowerChina afin d'exécuter la stratégie de mondialisation et de construire conjointement la 'Ceinture et la Route' » (Powerchina, 2017). Avec cette vision, PowerChina est devenue un acteur stratégique dans la mise en œuvre des stratégies nationales de la Chine. Il n'est donc pas surprenant de voir l'implication de la Chine dans les discussions sur le Transfert d'eau interbassin Congo-Tchad, car ce projet représente une autre opportunité pour elle de poursuivre ses objectifs nationaux plus larges.

4.3. La Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et le Nigeria

La CBLT a joué un rôle central dans la promotion de l'idée du Transfert d'eau interbassin. Étant donné que le lac Tchad est la principale source d'eau douce pour plusieurs pays – dont le Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun – il est compréhensible que la CBLT plaide avec insistance pour la mise en œuvre du Transfert d'eau interbassin et, par conséquent, pour une augmentation du volume d'eau du lac Tchad. Il est également logique que les membres de la CBLT soutiennent le projet Transaqua, car ils ne subiront pas directement les impacts socio-économiques et environnementaux de

la construction (puisque celle-ci aura lieu dans le bassin du Congo) et pourront accroître leur influence dans cette région grâce à Transaqua (Sayan, Nagabhatla, Ekwuribe 2020).

La motivation de la CBLT à promouvoir le projet Transaqua peut également s'expliquer par sa structure institutionnelle et l'agenda plus large du Nigeria visant à s'établir comme une puissance régionale. Les pays membres de la CBLT sont relativement moins développés et sont régulièrement confrontés à des problèmes socio-économiques et politiques graves, ce qui limite l'efficacité de la CBLT en tant qu'institution (Asah, 2015). Par exemple, elle n'a pas réussi à mettre en place des mécanismes pour empêcher le déversement excessif d'eau agricole dans le lac, contribuant ainsi à son rétrécissement actuel. De plus, la CBLT souffre de difficultés financières persistantes, car ses membres ne sont pas en mesure de lui fournir un financement stable, ce qui constitue l'une des raisons principales du blocage du projet Transaqua pendant des années.

Récemment, la CBLT s'est transformée en une plateforme où le Nigeria, en tant que pays le plus riche, est devenu dominant. Cela fait partie de la stratégie du Nigeria pour s'imposer comme une puissance régionale (Adeniran & Daniell 2017). Le Nigeria contribue à plus de la moitié du budget de la Commission et on s'attend à ce qu'il reçoive la plus grande part de l'eau transférée si le projet Transaqua voit le jour, renforçant ainsi encore davantage son pouvoir dans la région (Asah, 2015).

Il est donc compréhensible que les politiciens et technocrates nigériens aient été plus actifs dans la promotion du Transfert d'eau interbassin via la CBLT, en organisant des conférences, en négociant avec des organisations internationales (notamment la Banque Africaine de Développement, BAD) et en cherchant des financements pour réaliser le projet Transaqua.

4.4. La Banque Africaine de Développement (BAD)

La BAD est récemment apparue comme une autre organisation internationale ayant commencé à apporter un soutien plus explicite au projet de Transfert d'eau interbassin.

Le président de la BAD, M. Adesina, a adopté une position favorable au projet Transaqua. Il a d'ailleurs été chargé par le président Buhari du Nigeria de mener les activités de collecte de fonds pour ce projet (Daily Trust, 2019).

L'implication de la BAD dans les discussions autour de Transaqua n'est pas surprenante, car l'idée du Transfert d'eau interbassin permet à la Banque d'accroître ses investissements dans la région. Cette initiative correspond également aux priorités opérationnelles de la BAD, qui visent à développer les infrastructures et à renforcer la coopération économique régionale. De plus, le projet Transaqua répond aux objectifs spécifiques de la Banque, notamment en matière d'agriculture, de sécurité alimentaire et de soutien aux États fragiles grâce au développement socio-économique en Afrique (AfDB, 2013).

L'ampleur du projet Transaqua, telle que promue par ses partisans, est imprégnée d'idéologie panafricaine et de développement. En conséquence, cela représente une opportunité pour la BAD de réaliser ses priorités stratégiques, ce qui pourrait être la principale motivation de son soutien au projet.

4.5. Mouvement LaRouche

L'Institut Schiller et son périodique, l'Executive Intelligence Review (EIR), tous deux fondés et financés par le Mouvement LaRouche, ont soutenu explicitement le projet Transaqua depuis sa première proposition. Le Mouvement peut être considéré comme

l'ONG la plus impliquée dans les processus politiques relatifs à Transaqua.

Depuis les années 1990, l'Institut Schiller et l'EIR ont offert une plateforme aux experts et représentants de Bonifica pour promouvoir Transaqua. Des membres associés au Mouvement LaRouche ont également joué un rôle actif dans les processus diplomatiques liés au projet, en organisant plusieurs événements dans différents pays, auxquels ont participé des représentants de Bonifica et de la CBLT. Le site web du Mouvement LaRouche explique les principales raisons pour lesquelles il a fait campagne en faveur de Transaqua. Il y est indiqué que le projet correspond à l'objectif économique du Mouvement, qui est de relier tous les continents via des projets d'infrastructure massifs, regroupés sous le nom de « World Land Bridge » (Pont terrestre mondial) (LaRouche PAC, 2020). Cette vision, élaborée dans les années 1990, vise à favoriser le développement économique global en créant un système intégré de projets essentiels dans les domaines des transports, de la gestion de l'eau, de la production d'énergie, du développement des ressources, de l'agriculture et de la construction de villes. Dans ce cadre, le Mouvement a fait du lobbying pour Transaqua (et récemment pour la Belt and Road Initiative), car il considère le projet comme complémentaire à sa vision du Pont terrestre mondial.

4.6. La Commission Internationale Congo-Oubangui-Sangha (CICOS)

La CICOS ne prend pas explicitement position sur la question du Transfert d'eau interbassin. Par exemple, l'ancien secrétaire général de la CICOS, Benjamin Ndala, dans une rare déclaration concernant le projet, a souligné que « les experts de la CBLT n'avaient aucun instrument pour savoir si l'Oubangui disposait encore de suffisamment d'eau pour alimenter le lac Tchad » (Dougueli, 2009). Dans une autre déclaration, l'actuel secrétaire général de la CICOS a affirmé que les pays membres de la CICOS devaient être

inclus dans les processus relatifs à la proposition de Transfert d'eau interbassin (CICOS, 2016) . Cependant, Tshibwabwa accuse certains cadres de la CICOS de soutenir Transaqua (Tshibwabwa, 2017).

Sur la base de ces déclarations, il apparaît que la CICOS n'a pas, jusqu'à présent, pris une position claire en faveur ou contre le Transfert d'eau interbassin. Cela est d'autant plus surprenant compte tenu du rôle actif joué par la CBLT, son homologue du bassin du lac Tchad, dans la promotion du projet Transaqua.

4.7. L'UNESCO

L'UNESCO n'a pas non plus approuvé officiellement ces plans, bien que son nom soit souvent mentionné dans les débats sur le Transfert d'eau interbassin, notamment parce qu'elle a parrainé la Conférence internationale du lac Tchad en 2018, où les pays membres de la CBLT ont choisi Transaqua comme option privilégiée pour le transfert d'eau.

Le professeur Horace Campbell (2018), fervent partisan de Transaqua et participant à la conférence d'Abuja, a reproché à l'UNESCO son manque d'implication dans les discussions sur le projet et son adoption des observations des scientifiques français concernant le lac Tchad. Le directeur général de l'UNESCO, Abou Amani, hydrologue de formation, a expliqué les incertitudes autour du lac Tchad : « La variation des niveaux d'eau dépend des pluies et personne ne sait comment cela va évoluer (...). Aussi, les modèles climatiques sur le lac Tchad se contredisent et nous naviguons à vue » (Tilouine & Caramel, 2018). Campbell a également critiqué la position prudente de l'UNESCO, affirmant que l'institution avait « manqué l'occasion de mobiliser des scientifiques pour étudier pleinement les implications d'un projet de transfert d'eau » (Campbell, 2018)

4.8. La Banque Mondiale

La Banque mondiale adopte actuellement une position mitigée à l'égard des propositions de Transfert d'eau interbassin. Cependant, elle a collaboré avec la CBLT pour le lancement de son plan d'action en faveur du développement du lac Tchad et de la résilience climatique. Ce plan vise à encourager la coopération régionale, à améliorer le commerce et le transport, à favoriser le développement socio-économique, à optimiser la gestion de l'eau et à prévenir les conflits (CBLT, 2016).

Le rapport de la Banque mondiale rédigé par Magrin, Lemoalle et Lajaunie utilise un langage prudent concernant le lac Tchad et les discussions autour du Transfert d'eau interbassin. Par exemple, il n'utilise pas le terme « rétrécissement » pour décrire la situation du lac Tchad. Le plan d'action prévoit 6 millions d'euros pour financer des études de faisabilité sur les projets potentiels de Transfert d'eau interbassin (CBLT, 2016). Étant donné que les objectifs de ce plan d'action et l'engagement de la Banque mondiale à investir dans des projets d'infrastructure pour réduire la pauvreté résonnent avec la rhétorique utilisée pour promouvoir Transaqua, il est possible que la Banque mondiale s'aligne sur ce projet, en fonction des résultats des études de faisabilité.

Conclusion

L'analyse du projet Transaqua à travers le prisme du constructivisme met en lumière l'importance des constructions sociales dans la formation et l'évolution des initiatives internationales. En utilisant des concepts tels que le contexte social, les arrangements intersubjectifs et la construction sociale de l'intérêt national, cette approche permet de comprendre comment les interactions entre acteurs ont façonné le projet. Bien que celui-ci ait été initié dans les années 1980 et ait rencontré divers obstacles, notamment environnementaux et géopolitiques, il a progressé grâce à une

dynamique de collaboration renforcée lors de rencontres internationales, comme la conférence de 2018.

L'approbation du projet par les États membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT) et l'engagement des acteurs concernés ont marqué une avancée significative. Cependant, le projet reste soumis à des incertitudes, notamment en ce qui concerne le financement et les considérations géopolitiques. La position encore floue de certains acteurs clés, tels que l'UNESCO, la Banque mondiale et la CICOS, reflète une certaine instabilité dans la consolidation du projet.

Les limites théoriques de cette étude incluent la dépendance à la co-construction des initiatives, ce qui introduit une incertitude quant à leur concrétisation. De plus, les contextes souverainistes et les complexités politiques nationales, en particulier en RDC, pourraient influencer négativement la mise en œuvre du projet. Les recherches futures devraient approfondir l'analyse des dynamiques de pouvoir entre les acteurs et l'impact des contextes politiques nationaux sur les initiatives de coopération internationale.

Bibliographie

- Adeniran, A., & Daniell, K. (2017). The attempt to replenish Lake Chad's water may fail again. Here's why. *The Conversation*.
<https://theconversation.com/the-attempt-to-replenish-lake-chads-water-may-fail-again-heres-why-84653>
- African Development Bank (AfDB). (2013). AfDB's strategy for 2013–2022. *AfDB*.
<https://www.afdb.org/en/about-us/mission-strategy/afdb-strategy>
- Antonsich, M. (2009). Geopolitica: The 'geographical and imperial consciousness' of fascist Italy. *Geopolitics*, 14(2), 256–277. <https://doi.org/10.1080/14650040802578708>
- Asah, S. T. (2015). Transboundary hydro-politics and climate change rhetoric: An emerging hydro-security complex in the Lake Chad Basin. *WIREs Water*, 2(1), 37-45.
<https://doi.org/10.1002/wat2.1057>
- Bakker, K. (2010). *Privatizing water: Governance failure and the world's urban water crisis*. Cornell University Press.
<https://www.jstor.org/stable/10.7591/j.ctt7z9jv>
- Braspenning, T. (2002). Constructivisme et reflexivisme en théorie des relations internationales. *Annuaire Français de Relations Internationales*, 3(1), 314–329. <https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/braspenning2002.pdf>
- Brighi, E., & Petito, F. (2011). The renaissance of geopolitics in post-1989 Italy. *Geopolitics*, 16(4), 819–845.
<https://doi.org/10.1080/14650045.2010.548425>
- Campbell, H. (2018). Saving Lake Chad: A pan-African project - Reflections on the international conference to save Lake Chad. *Pambazuka News*. <https://www.pambazuka.org/human-security/saving-lake-chad-pan-african-project>
- Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). (2016). *The Lake Chad Development and Climate Resilience Action Plan*. World Bank.
<https://doi.org/10.1596/23793>

- China General Office of the State Council. (2006). 更好地实施‘走出去’战略 [*Better implementation of the ‘Going out strategy’*]. China government.
http://www.gov.cn/node_11140/2006-03/15/content_227686.htm
- China Ministry of Foreign Affairs. (2013). *President Xi Jinping delivers important speech and proposes to build a Silk Road economic belt with Central Asian countries*. Ministry of Foreign Affairs of the People’s Republic of China.
https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/xjpfwzysiesgjtf_hshzzfh_665686/t1076334.shtml
- Commission internationale du fleuve Oubangui-Sangha (CICOS). (2016). *Visite des parlementaires de la CEMAC à la CICOS sur le projet du transfert des eaux de l’Obangui vers le lac Tchad*. CICOS.
<https://www.cicos.int/actualite/visite-des-parlementaires-cemac-a-la-cicos-sur-le-projet-du-transfert-des-eaux-de-loubangui-vers-le-lac-tchad/>
- Coe, M. T., & Foley, J. A. (2001). Human and natural impacts on the water resources of the Lake Chad Basin. *Journal of Geophysical Research Atmospheres*, 106(D4), 3349–3356.
<https://doi.org/10.1029/2000JD900587>
- Crow-Miller, B. (2015). Discourses of deflection: The politics of framing China’s South-North Water Transfer Project. *Water Alternatives*, 8(2), 173–192.
- Daily Trust. (2019). President Adesina: How Buhari is sourcing for \$50bn to revive Lake Chad. *Daily Trust*. <https://headtopics.com/ng/afdb-president-adesina-how-buhari-is-sourcing-for-50bn-to-revive-lake-chad-daily-trust-5486541>
- Dougueli, G. (2009). Le lac Tchad, un projet qui prend l’eau. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/201073/archives-thematique/le-lac-tchad-un-projet-qui-prend-l-eau/>
- Freeman, L. (2018). *Interview with Lawrence Freeman: The time is now for TRANSAQUA—to save Lake Chad and transform Africa*. Lawrence Freeman Africa and the World.
<http://lawrencefreemanafricaandtheworld.com/2018/06/16/interview-with-lawrence-freeman-the-time-is-now-for-transaqua-save-lake-chad-and-transform-africa/>

- Ghassemi, F., & White, I. (2007). *Inter-basin water transfer: Case studies from Australia, United States, Canada, China and India* (International Hydrology Series). Cambridge University Press.
<https://doi.org/10.1017/CBO9780511535697>
- Hess, R. (1963). Italy and Africa: Colonial ambitions in the First World War. *The Journal of African History*, 4(1), 105–126.
<https://doi.org/10.1017/S0021853700003741>
- Ifabiyi, I. P. (2013). Recharging the Lake Chad: The hydrogeopolitics of national security and regional integration in Africa. *African Research Review*, 7(3), 196–216.
<https://doi.org/10.4314/afrrrev.v7i3.15>
- Italian Ministry of Defence. (2015). *White paper for international security and defence* (Rome).
https://www.difesa.it/Primo_Piano/Documents/2015/07_Luglio/White%20book.pdf
- Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation. (2017). *The Italian strategy in the Mediterranean: Stabilising the crises and building a positive agenda for the region*. Italian Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation.
<http://www.esteri.it/mae/resource/doc/2017/12/med-maeci-eng.pdf>
- Klotz, A., & Lynch, C. (1999). Le constructivisme dans la théorie des relations internationales. *Critique Internationale*, 2(1), 51–62.
<https://doi.org/10.3917/criti.p1999.2n1.0051>
- LaRouche PAC. (2020). *The world-land bridge*.
<https://www.larouchepac.com/world-landbridge>
- Liu, C., & Zheng, H. (2002). South-to-north water transfer schemes for China. *International Journal of Water Resources Development*, 18(3), 453–471. <https://doi.org/10.1080/0790062022000006934>
- Magrin, G. (2013). *Voyage en Afrique rentière. Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Publications de la Sorbonne (Coll. Territoires en mouvements).
http://www.editionsdelasorbonne.fr/fr/resources/download.cfm?GCOI=28405100615010&thefile=Pr_face_Magrin.pdf

- Magrin, G. (2016). The disappearance of Lake Chad: History of a myth. *Journal of Political Ecology*, 23(1), 204–222. <https://doi.org/10.2458/v23i1.20191>
- Magrin, G., Lemoalle, J., & Raimond, C. (2014). Les futurs du Lac Tchad: Réflexions prospectives, en guise de conclusion. Dans G. Magrin & J. Lemoalle (dirs.), *Le développement du Lac Tchad: Situation actuelle et futurs possibles* (pp. 295-305). IRD Edition. https://www.researchgate.net/profile/Jacques-Lemoalle/publication/295121345_Les_futurs_du_lac_Tchad_reflexions_prospectives_en_guise_de_conclusion/links/56d6f01408aebabdb402eac6/Les-futurs-du-lac-Tchad-reflexions-prospectives-en-guise-de-conclusion.pdf
- Mbutamuntu, J.-M., & Mimbale, J. (2021). *Le droit des cours d'eau internationaux*. Connaissances et Savoirs. <https://www.connaissances-savoirs.com/le-droit-des-cours-d-eau-internationaux-jean-marie-mbutamuntu-et-joseph-mimbale.html/>
- Mirumachi, N. (2007). The politics of water transfer between South Africa and Lesotho: Bilateral cooperation in the Lesotho Highlands Water Project. *Water International*, 32(4), 558–570. <https://doi.org/10.1080/02508060.2007.9709688>
- Moore, S. (2018). China's domestic hydropolitics: An assessment and implications for international transboundary dynamics. *International Journal of Water Resources Development*, 34(5), 732–746. <https://doi.org/10.1080/07900627.2017.1313157>
- Mugélé, R. (2018). *La Grande Muraille Verte: Géographie d'une utopie environnementale au Sahel* [Unpublished doctoral dissertation]. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. <https://www.theses.fr/2018PA01H072>
- Musavuli. (2018). RD Congo: Le projet Transaqua et la guerre de l'eau. *Agoravox*. <https://www.agoravox.fr/actualites/international/article/rd-congo-le-projet-transaqua-et-la-202001>
- Ntale, D. A. (2021). Le projet Transaqua, un danger pour la nation congolaise. *La Prunelle RDC*. <https://laprunellerdc.info/tribune-le-projet-transaqua-un-danger-pour-la-nation-congolaise/>

- Obertreis, J., Moss, T., Mollings, P. & Bichsel, C. (2016). Water, infrastructure and political rule: Introduction to the special issue. *Water Alternatives*, 9(2), 168–181. <https://www.water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol9/v9issue2/311-a9-2-1/file>
- OECD. (2018). The Belt and Road Initiative in the global trade, investment and finance landscape. Dans *OECD Business and Finance Outlook 2018*, OECD Publishing, Paris. https://doi.org/10.1787/bus_fin_out-2018-6-en.
- Pinelli, B. (2017). Control and abandonment: The power of surveillance on refugees in Italy during and after the Mare Nostrum operation. *Antipode*, 50(3), 725–747. <https://doi.org/10.1111/anti.12374>
- PowerChina. (2017). *Building a sustainable future*. [https://www.chinadaily.com.cn/specials/powerchina/POWERCHINA\(IndonesiaSustainabilityReport\).pdf](https://www.chinadaily.com.cn/specials/powerchina/POWERCHINA(IndonesiaSustainabilityReport).pdf)
- Gras, R. (2018). Assèchement du Lac Tchad: Le retour du projet Transaqua fait polémique. *Jeune Afrique*. <https://www.jeuneafrique.com/537309/societe/assechement-du-lac-tchad-le-retour-du-projet-transaqua-fait-polemique/>
- Sayan, R. C., Nagabhatla, N., & Ekwuribe, M. (2020). Soft power, discourse coalitions, and the proposed interbasin water transfer between Lake Chad and the Congo River. *Water Alternatives*, 13(3), 752–778.
- Tshibwabwa, S. (2017). After plundering minerals, soon the plundering of the Congo freshwater, the blue gold of this century. *Afridesk*. <https://afridesk.org/en/after-plundering-minerals-soon-the-plundering-of-the-congo-freshwater-the-blue-gold-of-this-century-sinaseli-tshibwabwa/>
- Tilouine, J., & Caramel, L. (2018, February 24). Le projet de remplir le lac Tchad refait surface. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/02/24/le-projet-de-remplir-le-lac-tchad-refait-surface_5261973_3244.html

Tongue, R. (2018). La RDC toujours opposée au projet de transfert des eaux vers le lac Tchad, malgré les accords du Fonds Bleu. *Média Terre*.
<https://www.mediaterre.org/actu,20180527133727,6.html>

UN News. (2011). *In water-rich DR Congo, 50 million people lack clean water to drink*. United Nations
<https://news.un.org/en/story/2011/03/369802>

Webber, M., Crow-Miller, B., & Rogers, S. (2017). The South–North Water Transfer Project: Remaking the geography of China. *Regional Studies*, 51(3), 370–382.
<https://doi.org/10.1080/00343404.2016.1265647>